

Copenhague : un séisme politique nécessaire ? Le point de vue du WWF

Les événements de Copenhague font apparaître au grand jour les principales questions qui transcendent les différents pays, blocs régionaux et groupes d'intérêt, mettant ainsi fin à certaines illusions. Le chaos va peut-être ainsi laisser place à un espace de reconstruction sociale et politique, sur des bases plus saines et plus pragmatiques pour l'avenir.

par Elise BUCKLE*

Alors que nous nous réveillons tous un peu abasourdis du séisme politique qui a secoué Copenhague et que, visiblement, la bataille du changement climatique est loin d'être terminée, nous vous faisons part ici de notre point de vue en tant qu'ONG environnementale internationale ayant vécu intensément et de l'intérieur les deux semaines de ce marathon de négociations. Au-delà de la déception qui nous a tous submergés, la fin peu glorieuse de Copenhague marque peut-être le début d'un nouvel espoir. De nombreuses illusions sont tombées et le chaos va peut-être laisser place à un espace de reconstruction sociale et politique, sur des bases plus saines et plus pragmatiques pour l'avenir.

Le sommet de Copenhague : un drame en trois actes

Les négociations sur le changement climatique qui se sont déroulées à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009 marquent peut-être la fin d'une ère, celle d'une société humaine ne connaissant pas les limites de la planète.

Ce sommet historique, qui a réuni plus de cent chefs d'Etat sous une pression médiatique sans précédent, se sera terminé par un accord au rabais, à moitié négocié et fortement contesté par les pays en voie de développement, qui n'avaient pas été associés au processus de décision.

Mais si le résultat est décevant, cet échec était peut-être la condition d'un futur succès, c'est-à-dire la condition nécessaire pour que l'opinion publique, tout comme les chefs d'Etats, prennent conscience de l'ampleur de la tâche à accomplir pour répondre à l'urgence climatique. Il s'agit désormais d'en tirer les leçons afin de préparer les conditions d'une « reconstruction » de solutions qui soient véritablement communes et partagées lors du prochain sommet mondial sur le climat qui se tiendra au Mexique, en novembre 2010.

Nous revenons ici sur les principales étapes de ces négociations, que nous avons vécues au fil des heures comme une sorte de « drame en trois actes ».

Acte I - la scène d'exposition (7-12 décembre) : les négociateurs

Les négociations s'ouvrent dans un vent d'optimisme. De toute l'histoire des négociations sur le climat, l'on n'avait jamais vu une telle mobilisation : 45 000 participants inscrits, dont des milliers de journalistes, de représentants d'ONG, plusieurs centaines de ministres et des chefs d'Etat, tous réunis dans leurs plus beaux atours dans le centre de conférences de Bella Vista (« la belle vue »). Après le coup de déprime des négociations de Barcelone, les ONG n'en attendaient pas tant !

La bataille des textes commence, avec le texte « danois » du Premier ministre Rasmussen, perçu comme reflétant une vision beaucoup trop occidentale (pire, américaine) du problème. Ce texte ne prévoit pas de financement de long terme pour les pays pauvres, il reste très vague sur les objectifs de réduction des émissions des pays industrialisés et, surtout, sur le caractère juridiquement contraignant (ou non) de leur forme. Les pays émergents contre-attaquent avec le texte des « BASICS » (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine). Après tout ; pourquoi pas ? C'était de bonne guerre.

Les grands pays émergents n'accepteront pas de pic des émissions globales, si les pays industrialisés ne prennent pas leur part de responsabilité en adoptant des objectifs de réduction de leurs émissions qui soient à la fois ambitieux et juridiquement contraignants. Chaque bloc géographique révèle alors ses positions régionales. C'est notamment le cas du groupe Afrique et du groupe des Pays insulaires, qui demandent non seulement que le réchauffement planétaire soit limité à 1,5°C (pour des raisons vitales évidentes), mais aussi que soit défini un pic global des émissions et des financements sur le long terme.

Comme d'habitude, aussi, la position de l'Union européenne n'évolue pas ou très peu, contrainte qu'elle est par les décisions du Conseil européen. L'Europe demande un mandat pour un traité juridiquement contraignant au plus tard en juin 2010, mais, à notre grand regret, elle ne bouge

pas d'un pouce sur les financements, ni sur les 20-30 % de réductions dépendant des réductions effectives des autres.

Chacun a désormais abattu ses cartes. Les ONG sont présentes dans de nombreux rendez-vous de *lobbying* auprès des délégations nationales, dans les coulisses et bien visibles, aussi, dans les conférences de presse et les divers rendez-vous médiatiques.

La théâtralisation bat également son plein du côté français. Notre pays s'impose en défenseur des forêts (voir l'article de Nathalie Guesdon et Pascal Blanquet, dans ce même numéro de *Responsabilité et Environnement*), en ruant dans les brancards de la Présidence suédoise de l'Union européenne pour dénoncer des règles du jeu truquées permettant de rayer de l'ardoise une centaine de millions de tonnes de gaz à effet de serre liés à la combustion de la biomasse (bois-énergie, biocarburants, etc.).

Les ONG se mobilisent et attribuent leur « Fossile du jour » à la Suède, à la Finlande et à l'Autriche pour leurs positions désastreuses et leur « Rayon de soleil » à la France, pour son audace ! Brice Lalonde convie les ONG, en même temps que les journalistes, à une conférence de presse. Nous mobilisons nos réseaux WWF de Suède et de Russie sur la « question de l'air chaud ».

En parallèle, le ministre de l'Environnement, Jean-Louis Borloo, promet aux ONG de se battre pour un passage à 30 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'Union européenne et pour des financements publics de long terme pour les pays les moins avancés, qui sont les plus vulnérables au changement climatique : l'on aimerait y croire !

Pendant ce temps, les présidents d'ONG restés à Paris rencontrent le Président de la République pour lui remettre quelque 500 000 signatures de citoyens soutenant l'ultimatum climatique. Forcément, l'écho médiatique n'est pas du même ordre et l'on voit déjà se profiler un tournant pour la fin de la négociation, lorsque les chefs d'Etat prendront la place des ministres de l'Environnement à la table des négociations.

Cependant, ce premier acte se termine plutôt bien, avec la présentation d'un texte de compromis très adroit de la part de Michael Cutajar, le « sage du climat », qui est le président maltais des négociations sur la voie de la Convention. Ce texte reprend les éléments clefs devant permettre aux chefs d'Etats de prendre des décisions sur les objectifs de réduction des émissions des pays industrialisés (dans la fourchette des 25-45 %, d'ici à 2020) et des émissions globales (de 50 à 80 %, d'ici à 2050), sur les financements et sur les autres volets : adaptation, technologie et forêts.

Les points faibles du texte sont relatifs aux financements de long terme et au système MRV (mesure, *reporting* et vérification des actions entreprises). Les pays africains menacent de quitter les négociations, mais M. Cutajar parvient à les convaincre de rester. Le texte est finalement accepté par tous comme base de négociation, sauf par le Japon, qui refuse la mention du Protocole de Kyoto, car il ne veut pas s'engager dans une période d'engagement sans les Etats-Unis (mais ce problème est vite résolu).

A l'extérieur du Bella Center, une foule enthousiaste envahit les rues de Copenhague ; plus de 100 000 personnes affrontent le froid dans la joie et la bonne humeur et l'on relève très peu de débordements par rapport à ce que l'on redoutait, même si les médias danois ont essayé de faire monter la mayonnaise.

Jamais par le passé nous n'avions autant parlé de changement climatique dans les médias et jusque dans les rencontres entre amis ou en famille et cela représente déjà, en soi, une grande victoire pour toutes les associations qui se mobilisent sur cette question depuis bien des années...

La première semaine se conclut donc plutôt bien, sur un renouveau de confiance. Le processus semble avoir été remis sur ses rails, c'est-à-dire sur les deux processus de négociation de la Convention et du Protocole de Kyoto.

Acte II : la crise (13-16 décembre). Principaux acteurs : les ministres de l'Environnement

Avec l'arrivée des ministres de l'Environnement, dès le dimanche 13 décembre, le processus déraile à nouveau, très vite.

La présidente danoise de la COP, Connie Hedegaard, sous la pression du Premier ministre danois ultralibéral Rasmussen, convoque les ministres de l'Environnement de certains pays (mais pas tous) afin de tenter de faire avancer le processus.

Le Danemark veut entrer dans l'Histoire par la grande porte ; il lui faut coûte que coûte qu'un accord soit signé à Copenhague.

Ce processus de consultation ministérielle devait, au départ, être coordonné avec les négociations onusiennes orchestrées par Michael Cutajar, pour la partie cruciale de la Convention climat, et par John Ash, pour la partie Protocole de Kyoto.

Mais, dans l'après-midi du dimanche, le ton monte. Les Etats-Unis font comprendre qu'ils ne pourront pas rentrer dans une fourchette de réduction de 25 à 45 % par rapport à 1990 (ils en sont à 17 % maximum, par rapport à 2005), qu'ils pourront difficilement accepter un accord juridiquement contraignant et qu'ils veulent plus de garanties de transparence sur les efforts effectifs des grands pays émergents (en particulier, de la Chine).

La Chine, quant à elle, ne voit pas trop bien pour quelle raison les Etats-Unis auraient le droit de s'immiscer dans ses affaires intérieures en imposant des normes de vérification de ses initiatives nationales de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

La partie de ping-pong entre les deux plus gros émetteurs de gaz à effet de serre planétaires n'est pas près de se terminer... Par ailleurs, la présidence danoise n'avait invité à cette consultation que certains ministres supposés « amis ». Mais, très vite, ceux qui n'étaient pas présents dénoncent le manque de transparence et de démocratie du processus et ils accusent la présidence danoise de faire le jeu des Américains.

Jean-Louis Borloo nous appelle au secours ; nous activerons alors nos contacts danois, mais cela ne suffira pas.

Dès le lendemain, lundi, en réunion plénière, la situation devient explosive et toutes les sessions sont suspendues pour plusieurs heures. Les Américains veulent des garanties de la part des grands pays émergents sur leurs actions ; les grands pays émergents trouvent que les Européens et les Américains ne font pas suffisamment d'efforts et se fixent des objectifs de réduction des émissions trop peu ambitieux ; les Européens trouvent qu'ils en font déjà trop et ils ne veulent pas être les seuls à être soumis à la contrainte juridique de Kyoto ; les Africains et les pays insulaires disent qu'on ne les écoute pas et qu'ils ont besoin de financements de long terme. Quant aux pays producteurs de pétrole, ils sont prêts à faire n'importe quoi, pour peu que cela fasse tout capoter.

Le processus de négociation, quant à lui, devient de plus en plus chaotique. Pour remédier à la crise, la présidence danoise reprend la main sur les sujets « chauds » : les objectifs de réduction des émissions (y compris celles des Etats-Unis et de l'Union européenne, d'un côté, et celles des grands émergents, de l'autre) et les financements de long terme.

Des ministres se retrouvent en petit comité pour tenter de résoudre les problèmes. Mais, pendant ce temps-là, les négociateurs techniques discutent parfois exactement des mêmes sujets, lors de sessions parallèles ! Plutôt que déminer le terrain, cette opération a pour effet d'aggraver encore, au contraire, le manque de confiance des pays dans le processus.

Le 16 décembre, les sessions formelles de la Convention et du Protocole de Kyoto sont censées se clore par l'adoption de textes devant servir de bases de négociations pour la dernière ligne droite, avec l'arrivée des chefs d'Etat, le lendemain.

La plénière sur la Convention a finalement lieu entre 2h et 6h du matin, avec un texte de plus en plus vidé de substance et des crochets un peu partout trahissant bien le fait qu'en réalité, il n'y a pas d'accord. Même sur ce non-accord, il n'y pas de clôture, après de vifs échanges entre les Etats-Unis (premier pays consommateur de pétrole) et les pays producteurs de pétrole.

En parallèle, les ONG sont de plus en plus exclues des négociations, car elles doivent laisser la place au « ballet » des chefs d'Etat accompagnés de leurs courtisans et serviteurs : c'est la honte, pour des Nations Unies pourtant sensées défendre les droits de l'Homme, la démocratie et la liberté d'expression...

De 10 000 observateurs, on passe à 5 000 puis à 300 (300 badges et non 90, après de dures négociations entre le secrétariat de l'UNFCCC et les représentants des ONG). Pour le réseau Action Climat, cela veut dire 54 badges pour toutes les ONG environnementales du monde entier, car il faut encore se partager le quota des 300 badges avec les entreprises privées, les syndicats et les collectivités locales.

Pour WWF International, cela veut dire 2 ou 3 badges au maximum, pour une délégation de 118 personnes. Les derniers jours s'annoncent très durs. Tout semble être mis en place pour permettre le « verdissement », le *greenwashing* de l'accord, avec, notamment l'exclusion des observateurs

indépendants susceptibles de dénoncer un accord édulcoré et l'omniprésence des services de communication des gouvernements.

A l'extérieur, la mobilisation s'organise et se radicalise, avec des actions de plus en plus violentes. Mais à l'intérieur aussi, on parle de désobéissance civile ; certains ont entamé une grève de la faim. Les portes du Bella Center se ferment et nous sommes isolés du monde extérieur pendant de nombreuses heures.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, nous décidons, avec notre équipe du WWF, de rester dans nos bureaux, à l'intérieur du centre : nul n'a le droit de nous interdire de faire notre travail décentement ! Si la police vient nous chercher, nous sortirons tranquillement ; il n'est pas question de faire une action violente ni d'inviter les médias pour nous camper en héros ; il s'agit simplement de résistance passive, de désobéissance civile et pacifique pour défendre nos droits.

Des rumeurs courent selon lesquelles la police va bientôt faire sortir tout le monde, y compris en utilisant des chiens pour renifler toute trace d'odeur humaine dans les moindres recoins où nous pourrions être cachés !

Mes collègues me disent de partir ; j'ai obtenu un badge rose avec la délégation française et, si je me fais prendre, je ne pourrai pas rentrer à nouveau dans le centre le lendemain, soit pour leur ramener des affaires de « survie » s'ils restent la nuit ici (couvertures, brosses à dent, etc.), soit pour obtenir malgré tout des informations, s'ils sont tous expulsés. Nous sommes une vingtaine de « pandas roses », des gens des différentes WWF nationales ayant obtenu le statut de « réfugié ONG » dans des délégations gouvernementales, avec un badge nous permettant de pénétrer à nouveau dans le « bunker » du Bella Center. Nous nous résolvons à partir, vers 2h du matin, à contrecœur...

Acte III : le dénouement (17-19 décembre), avec les chefs d'Etats

Nos collègues pandas aux badges jaunes (ONG) ont finalement tous été expulsés du Bella Center vers 3h du matin, la nuit dernière. Ce jeudi 17 décembre, en arrivant au Bella Center, nous trouvons la porte du bureau WWF fermée à clef, avec plus personne à l'intérieur. Je n'aurai jamais été aussi triste qu'à ce moment-là en repensant à mes collègues tellement dévoués et professionnels, ainsi honteusement mis à la porte de négociations devant décider du sort de la planète et de l'humanité...

Les accès sont limités et les rares badges jaunes ne peuvent pas aller plus loin que le centre d'information situé à l'entrée du Bella Center. L'ambiance est vraiment étrange : les ONG ayant été remplacées par les allées et venues des chefs d'Etat entourés par des multitudes de gardes du corps et suivis par des caméras hystériques. C'est la course contre la montre pour sauver les négociations.

Mais, dans cette ambiance étrange, tout devient à nouveau possible, comme si les barrières habituelles étaient tombées. Nous obtenons un deuxième badge rose pour notre directeur international de l'initiative climat, Kim Carstensen, un Danois ayant adopté la nationalité

française, membre de la délégation de l'équipe présidentielle.

Même ma collègue chinoise est accueillie par le Gouvernement chinois, pourtant plutôt méfiant vis-à-vis des militants des ONG...

Nous nous mobilisons, avec les députés Verts français et européens, pour obtenir les dernières versions des textes de négociation.

Alors que l'équipe du ministre de l'Environnement risque elle aussi de se faire expulser de son bureau, après l'invasion de l'équipe présidentielle de Sarkozy, nous leur prêtons un de nos bureaux, désormais vide. Les conseillers de Sarkozy viennent y mettre au point le discours du Président et nous ne manquons pas d'en profiter pour leur rappeler nos priorités.

Le discours du Président en séance plénière sera plutôt audacieux, invitant à un sursaut et, surtout, à une réunion d'urgence entre chefs d'Etats pour écrire l'accord.

Mais c'est la douche froide, le lendemain, lorsque nous entendons le *speech* de Barack Obama, essentiellement tourné vers des questions nationales de sécurité énergétique. Hillary Clinton avait pourtant bien annoncé la nécessité de lever 100 milliards de dollars par an sur le long terme, mais, cette fois, Obama est venu les mains vides, avec un discours froid et pragmatique, visiblement écrit de manière à rassurer un Congrès « républicain ».

La Chine et l'Inde, elles non plus, ne font pas preuve d'une très grande volonté. Il ne reste plus que Lula, pour le Brésil, qui continue à faire preuve d'ambition pour arriver à un accord qui soit à la hauteur de l'urgence climatique.

« L'alliance verte », sur laquelle nous avons beaucoup compté pour contrer les géants chinois et américain, n'aura donc pas tenu le choc. Cette alliance aurait pu associer les pays les plus progressistes en la matière, tels que la France, le Royaume-Uni et la Norvège, l'Afrique du Sud, l'Ethiopie et le Sénégal, le Mexique, le Brésil, le Costa Rica et la Colombie et l'Inde, l'Indonésie et les Maldives. Jean-Louis Borloo nous avait bien annoncé une déclaration conjointe de huit chefs d'Etat, dont Sarkozy, Brown, Zenawi et Lula, mais nous n'avons jamais vu cette déclaration sortir, si ce n'est sous la forme de versions bilatérales : déclaration France-Brésil, déclaration France-Ethiopie, déclaration France-Indonésie, mais au contenu plutôt creux. En travaillant sur la base du texte équilibré et solide de Cutajar, la constellation verte aurait ensuite pu laisser la main à Obama pour convaincre la Chine, dans la dernière « ligne droite ».

Mais, dans la nuit du 17 au 18 décembre, il en a été décidé autrement. Le Premier ministre danois Rasmussen, manquant manifestement d'expérience en matière de diplomatie et très contesté par les pays du G77, convoque une réunion à huis clos, de 23h à 2h30 du matin, dans une petite salle du Bella Center (sans traduction, ce qui aggrave encore la perception d'un processus dominé par les Occidentaux anglo-saxons).

Dans la salle, il y a vingt-sept chefs d'Etats et de gouvernements des principaux blocs régionaux :

✓ pour l'Europe : Royaume-Uni (Brown), Allemagne (Merkel), France (Sarkozy), Suède (Reinfeld), Espagne,

Danemark, Norvège + un représentant de l'UE et de la Commission ;

✓ autres pays et « ombrelle » : USA (Clinton), Japon, Australie, Russie (Medvedev) ;

✓ pays émergents : Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud ;

✓ autres pays d'Amérique Latine : Mexique, Colombie ;

✓ autres pays d'Asie : Corée du Sud, Indonésie ;

✓ groupe Afrique : Ethiopie, Algérie ;

✓ président du G77 : Soudan ;

✓ pays les moins avancés : Lesotho, Bangladesh ;

✓ Opec : Arabie Saoudite ;

✓ pays insulaires : Grenade, Maldives.

Il s'agissait donc d'un G27 (ou d'une sorte de « G20 » élargi) regroupant les principaux pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, avec une représentation géographique des principaux blocs de négociation, comme une sorte de « Conseil de sécurité du climat ». C'était, en soi, une bonne idée, pour tenter de sauver les négociations dans cette dernière nuit avant l'arrivée d'Obama, venu non pas pour négocier mais pour entériner un accord qui devait nécessairement être déjà tout prêt, car il ne disposait que de quatre heures à passer sur le sol danois (!).

Mais voilà : les négociations bloquent toute la nuit, face au refus des pays émergents, surtout de la Chine (mais aussi, en partie, de l'Inde), de voir figurer dans le texte un objectif global de 50 % de réduction des émissions d'ici à 2050 et de voir adopté un traité juridiquement contraignant s'appliquant aussi aux pays émergents.

Nous parvenons difficilement à trouver le lieu de la réunion « secrète » et nous pouvons seulement nous approcher de la salle et parler à quelques conseillers. Il règne une ambiance de fin du monde, sombre et triste, comme si l'humanité se retrouvait seule face à elle-même et à ses contradictions : comment assurer la survie de la planète sans renoncer à leurs privilèges et à leur confort, pour les plus riches, et sans renoncer au rêve du développement, pour les plus pauvres ?

Dernier jour, le 18 décembre. Nous voyons à nouveau défiler des textes, de plus en plus rapidement : à nouveau, un texte danois reprenant la version américaine, puis un texte de l'Union européenne, nettement plus ambitieux mais rapidement retoqué en raison de son manque de diplomatie envers la Chine et les autres pays émergents...

Les chefs d'Etat européens ne parviennent toujours pas à se mettre d'accord pour passer à 30 % de réduction des émissions. Nicolas Sarkozy sort du pavillon européen en déclarant que les négociations sont très difficiles et qu'il ne veut pas d'un accord médiocre. Les 26 ou 27 Chefs d'Etat restent enfermés toute la journée dans cette petite salle pour rédiger le texte final, qu'ils tiennent à écrire de leurs propres mains. On se demande où sont passées les pages et les pages de travail de négociation d'experts des deux années précédentes ; quel gâchis ! Les ONG sont proches de la salle mais elles reçoivent de moins en moins d'informations, et elles sont souvent au bout du rouleau, après ces deux semaines passées à travailler d'arrache-pied jour et nuit et, pour les derniers jours, à faire le même travail avec dix fois

moins de personnel admis à l'intérieur des locaux où se déroulent les négociations...

Vers 20h, on apprend que la conférence de presse d'Obama est annulée, puis qu'il en va de même de celle de l'UNFCCC. Ensuite, des rumeurs courent, selon lesquelles les chefs d'Etats et les ministres chinois, indien et brésilien sont déjà partis, après le président russe Medvedev.

Le mot « échec » commence à résonner de plus en plus fort. Mais, au dernier moment, Obama voit à nouveau Merkel, Brown et Sarkozy, puis il rappelle, par téléphone, les ministres indiens et chinois déjà en route pour l'aéroport. Il rédige quelques lignes de texte sur la transparence, sur un bout de papier. Un accord est trouvé avec les grands émergents ; la France menace de partir, considérant qu'il s'agit d'un accord au rabais, mais elle reste (pour sauver la face ?).

Nous ne connaissons sans doute jamais tout ce qui s'est dit au cours de ces dernières heures et dans ces ultimes minutes, mais toujours est-il qu'il en est sorti un « accord ».

Drôle d'accord que celui-ci, en effet... Il n'a pas été formellement signé par les chefs d'Etats, ni même adopté en séance plénière par les 192 pays représentés au sein des Nations Unies. Durant toute la nuit de cette plénière sans fin, il y a eu de très nombreuses plaintes, notamment de Tuvalu, du Venezuela, de la Bolivie, du Nicaragua, de Cuba, mais aussi du Soudan : ces pays ont été ceux qui ont fustigé le plus durement cet accord qu'ils jugent illégitime, car issu d'un processus anti-démocratique et peu transparent et beaucoup trop faible pour assurer la survie des pays les plus vulnérables.

Cet accord est faible parce qu'il ne comporte pas d'objectif global de réduction des émissions de gaz à effet de serre et parce qu'il s'agit simplement d'une liste d'objectifs nationaux devant être finalisés, au plus tard, le 1^{er} février 2010. Il contient, certes, des promesses de financements à court et à long terme, mais sans aucune garantie que ces financements seront vraiment déboursés ni qu'ils seront autre chose qu'un simple recyclage de financements et de prêts déjà existants sous le label climat.

Surtout, il ne règle pas la question de la forme juridique du nouvel accord qui devrait remplacer Kyoto, qui arrivera en fin de vie en 2012 (mais personne n'a dit non plus que Kyoto devrait être prorogé pour une deuxième période d'engagement).

Quoi qu'il en soit, ce véritable tremblement de terre aura eu le mérite de réveiller les consciences, bien au-delà de nos espérances.

Pendant longtemps, le changement climatique était resté le cheval de bataille des ONG environnementales contre les gouvernements et les industries ; puis il était devenu celui de certains pays européens contre la Chine et les Etats-Unis.

Désormais, l'impératif de combattre le réchauffement climatique et de rester au-dessous des 2°C (voir 1,5°C) s'impose à tous, quelle que soit notre nationalité ou notre étiquette ; c'est devenu un objectif commun et consensuel pour l'humanité tout entière, par-delà les frontières nationales. Il s'agit d'une prise de conscience mondiale sans précédent. Le fait que vingt-sept pays aient pu se mettre d'accord,

alors qu'ils représentent des régions très différentes, des cultures très variées et des intérêts parfois très conflictuels, ne doit pas être réduit à néant, même si le texte n'est pas à la hauteur de nos ambitions. C'est peut-être à l'ouverture d'un nouvel espace d'action dépassant les lignes de division habituelles que nous sommes en train d'assister : à nous de nous saisir de cette opportunité pour faire de cet échec un futur succès !

Les événements de Copenhague font apparaître au grand jour les principales questions qui transcendent les différents pays, blocs régionaux et groupes d'intérêt, mettant fin à certaines illusions :

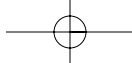
- ✓ comment faisons-nous pour concilier la science et la politique, entre ce que nous demande la science, à savoir une réduction de 40 % de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 pour les pays industrialisés, alors que les objectifs politiques cumulés des pays industrialisés peinent à parvenir aux 20 % ?
- ✓ comment convaincre l'opinion publique que nous pouvons et que nous devons tous changer nos modes de vie d'une façon rapide et radicale, tout en y gagnant en termes de qualité de vie ?
- ✓ comment convaincre les grands pays émergents qu'ils n'ont pas intérêt à commettre les mêmes erreurs que nous ?
- ✓ comment s'assurer qu'un nouveau *deal* ne se fasse pas seulement entre les grandes puissances, au détriment des plus pauvres et des plus petits ?
- ✓ peut-on construire un nouveau système de gouvernance mondiale et démocratique permettant d'éviter que des décisions aussi graves que celles devant décider de l'avenir de l'humanité ne soient prises à l'aveuglette, en quelques heures, par vingt-sept personnes, représentant certes cinq milliards d'êtres humains, mais sans la moindre information et sans la moindre transparence ?

C'est à ces questions (et sans doute à bien d'autres !) qu'il faudra répondre pour reconstruire les bases d'un accord solide. Copenhague doit aussi laisser la place à une forme de multilatéralisme pragmatique : les Etats les plus actifs pourraient conclure des accords thématiques sur les dossiers les plus avancés, par exemple, sur la lutte contre la déforestation et les financements climat, sans se laisser pour autant entraîner vers le bas par ceux qui traînent les pieds.

Mais, au-delà de Copenhague, nous souhaitons que le climat devienne l'affaire de tous, et pas seulement d'une poignée de négociateurs.

Pourquoi devrions-nous attendre un accord international pour agir ? C'est à nous de montrer l'exemple en tant que citoyens, en tant qu'associations, collectivités, entreprises... pour montrer que l'on peut vivre autrement et que non seulement une société sobre en carbone est possible, mais qu'elle est souhaitable.

C'est le sens de l'initiative 10 : 10 qui vient d'être lancée en France, appelant tous les citoyens à réduire volontairement leurs émissions de gaz à effet de serre de 10 % en 2010. Il incombe aussi aux Conseils régionaux nouvellement élus et aux collectivités territoriales de prendre leurs responsabilités et de mettre en place des plans climat de



seconde génération qui répondent vraiment aux niveaux d'ambition recommandés par la science, soit de 30 à 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, selon une trajectoire de réduction de 3 à 4 % par an.

Note

* Responsable Energie Climat pour le WWF France
(Elise.buckle@wwf.panda.org)

